ANALYSE BUDGÉTAIRE

Budget fédéral de 2026

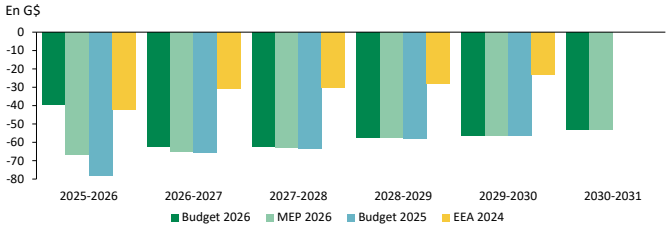
Des déficits et une dette qui soulèvent des doutes

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège, et Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

FAITS SAILLANTS

- À la grande surprise des prévisionnistes, les déficits fédéraux devraient être globalement conformes aux projections de la *Mise à jour économique du printemps* (MEP) à compter de l'exercice 2027-2028 (EF 2028), après une modeste amélioration cette année (graphique 1). Cela dit, le déficit fédéral en proportion du PIB nominal devrait se creuser au cours de l'EF 2027 avant de diminuer par la suite, ce qui soulève des doutes quant à la capacité du gouvernement fédéral à respecter son point d'ancrage budgétaire, soit un ratio du déficit au PIB en baisse.

Graphique 1
La réduction du déficit cette année ne devrait pas se répéter au cours des prochaines années
Prévisions du solde budgétaire fédéral



MEP : *Mise à jour économique du printemps*; EEA : *Énoncé économique de l'automne*
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

- L'amélioration des perspectives budgétaires est en grande partie attribuable à des revenus plus élevés, soutenus par la hausse des prix du pétrole et de l'inflation, qui devrait accroître les recettes fiscales totales de près de 120 G$ au cours des cinq prochaines années. Toutefois, le maintien de revenus plus élevés semble difficile à concilier avec les projections du PIB nominal, qui constitue la mesure la plus large de l'assiette fiscale. Les prévisions de revenus pourraient donc se révéler trop optimistes.

- La plupart des nouvelles mesures touchant les revenus avaient déjà été annoncées, notamment les 36,1 G$ sur cinq ans au titre de la Mégadéduction à la productivité et les 2,9 G$ cette année pour la réduction temporaire de la taxe d'accise fédérale sur les carburants. Le nouvel incitatif à la croissance du Canada (0,7 G$) pourrait être l'une des nouvelles mesures les plus intéressantes. Il pourrait stimuler l'entrepreneuriat au Canada, récompenser les entrepreneurs en série et faciliter les transferts d'entreprises parmi les PME, en plus de contribuer à réduire davantage l'écart de compétitivité fiscale avec les États-Unis. En tenant compte des mesures de moindre envergure touchant les revenus, les réductions d'impôt et les déductions devraient entraîner une diminution nette des revenus d'environ 42 G$ au cours des cinq prochaines années.

- Les nouvelles mesures de dépenses annoncées depuis la MEP devraient totaliser près de 110 G$ au cours des cinq prochaines années, à compter de l'EF 2027. Les mesures les plus importantes comprennent le soutien au logement, aux infrastructures, à la santé et à l'éducation des peuples autochtones (26,6 G$ sur cinq ans), le soutien aux travailleurs et aux entreprises du Canada (11,5 G$) ainsi que les mesures visant à mettre le Canada sur la voie de l'élimination de l'itinérance d'ici dix ans (11,2 G$). Ces dépenses sont en partie compensées par de nouvelles économies modestes découlant des gains d'efficacité au sein du gouvernement et par des sommes déjà intégrées au cadre budgétaire, notamment en matière de défense. Ces économies sont toutefois bien modestes en comparaison de la réduction de plus de 60 G$ des dépenses de programmes directes attribuable à la hausse des taux d'intérêt, qui réduit les obligations futures, et ce, malgré des prévisions de taux d'intérêt à long terme globalement inchangées par rapport à la MEP de 2026.

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

- Avec des déficits moins importants à court terme et d'ampleur similaire par la suite, le niveau de la dette fédérale (déficits accumulés) devrait être inférieur à celui prévu dans la MEP de 2026, tout en atteignant près de 1 600 G$ d'ici l'EF 2031. Cela dit, la viabilité actuelle de la dette ne peut être tenue pour acquise. La marge de manœuvre budgétaire étant limitée, une poursuite de la hausse des taux d'intérêt à long terme, une nouvelle escalade de la guerre commerciale ou un autre choc externe négatif pourrait placer le ratio de la dette fédérale au PIB sur une trajectoire insoutenable.

À la grande surprise des prévisionnistes, les déficits fédéraux devraient être généralement conformes à ceux projetés dans la MEP à compter de l'exercice 2027-2028 (EF 2028), après une modeste amélioration cette année (tableau 1). L'amélioration des perspectives budgétaires est en grande partie attribuable à des revenus plus élevés, soutenus par la hausse des prix du pétrole, de l'inflation et du PIB nominal, qui devraient totaliser près de 120 G$ au cours des cinq prochaines années. La plupart des nouvelles mesures touchant les revenus avaient déjà été annoncées et devraient entraîner une diminution nette des revenus d'environ 42 G$ au cours des cinq prochaines années. Les nouvelles mesures de dépenses annoncées depuis la MEP devraient totaliser près de 110 G$ au cours des cinq prochaines années, à compter de l'EF 2027. Elles devraient être en partie compensées par une réduction de 39 G$ des dépenses de programmes directes, la hausse des taux d'intérêt ayant pour effet de réduire les obligations futures, et ce, malgré des prévisions de taux d'intérêt à long terme généralement inchangées par rapport à la MEP de 2026. Les autres mesures d'économie sont beaucoup plus modestes. Des déficits d'ampleur similaire et un PIB nominal plus élevé au cours des cinq prochaines années devraient suffire à abaisser les projections de la dette fédérale et à maintenir celle-ci sur une trajectoire viable.

Les prix élevés du pétrole à la rescousse des finances fédérales

Le gouvernement du Canada doit une bonne partie de l'amélioration de ses perspectives de revenus au maintien des prix élevés du pétrole. Par rapport à la MEP, le prix du baril de WTI (*West Texas Intermediate*) devrait être respectivement supérieur de 13 $ US en 2026 et en 2027, et de 5 $ US en moyenne par année au cours des cinq prochaines années (nos propres prévisions des prix du pétrole sont moins élevées). Cette situation a contribué à relever considérablement les perspectives d'inflation et de PIB nominal, soit la mesure la plus large de l'assiette fiscale, par rapport à la MEP de 2026 (tableau 2 et graphique 2 à la page 3). Parallèlement, la croissance du PIB réel devrait être légèrement plus faible qu'au printemps, bien que la plupart des prévisionnistes du secteur privé aient légèrement relevé leurs prévisions depuis la réalisation de l'enquête, ce qui pourrait réserver une certaine surprise favorable. Cependant, les taux

TABLEAU 1
Sommaire des opérations

	RÉEL	PRÉVISION				
EN G$ (SAUF SI INDIQUÉ)	**2025-2026**	**2026-2027**	**2027-2028**	**2028-2029**	**2029-2030**	**2030–2031**
Revenus budgétaires	526,4	540,3	564,2	581,5	607,7	629,0
Variation (%)	*3,0*	*2,6*	*4,4*	*3,1*	*4,5*	*3,5*
Dépenses de programmes	-498,5	-542,7	-559,3	-568,3	-586,3	-600,2
Variation (%)	*1,8*	*8,9*	*3,1*	*1,6*	*3,2*	*2,4*
Frais de la dette	-53,5	-60,2	-67,3	-73,8	-78,4	-85,5
Variation (%)	*0,2*	*12,5*	*11,8*	*9,7*	*6,2*	*9,1*
Pertes actuarielles nettes	-13,6	0,4	-0,2	3,0	3,6	3,7
Solde budgétaire	**-39,3**	**-62,3**	**-62,5**	**-57,6**	**-53,4**	**-52,9**
Dette fédérale[1]	1 306,1	1 366,5	1 429,0	1 486,6	1 540,1	1 593,0
Variation (%)	*3,1*	*4,6*	*4,6*	*4,0*	*3,6*	*3,4*
Revenus budgétaires (% du PIB)	16,2	15,8	15,9	15,8	15,9	15,8
Dépenses de programmes (% du PIB)	-15,4	-15,8	-15,7	-15,4	-15,3	-15,1
Frais de la dette publique (% du PIB)	-1,6	-1,8	-1,9	-2,0	-2,0	-2,2
Solde budgétaire (% du PIB)	**-1,2**	**-1,8**	**-1,8**	**-1,6**	**-1,4**	**-1,3**
Dette fédérale (% du PIB)	**40,2**	**39,9**	**40,2**	**40,4**	**40,3**	**40,1**

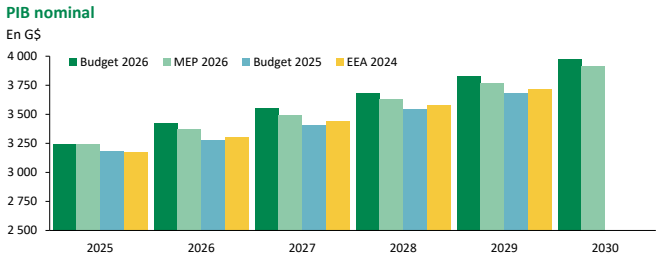
[1] Dette représentant les déficits cumulés incluant d'autres éléments du résultat étendu.
Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 2
Prévisions économiques et financières

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	2025 RÉEL	2025 MAJ de 2026	2026p Budget de 2026	2026p MAJ de 2026	2026p Mouv. Desj.	2027p Budget de 2026	2027p MAJ de 2026	2027p Mouv. Desj.
PIB réel	1,9	1,7	1,0	1,1	1,0	1,7	1,9	2,0
Déflateur du PIB	2,5	2,6	4,6	2,8	4,5	1,9	1,8	1,3
PIB nominal	4,4	4,3	5,6	4,0	5,5	3,7	3,7	3,3
Bons du Trésor – 3 mois	2,6	2,6	2,3	2,2	2,3	2,6	2,5	2,7
Obligations fédérales – 10 ans	3,2	3,2	3,6	3,4	3,4	3,8	3,6	3,3
Taux de chômage	6,8	6,9	6,6	6,5	6,6	6,2	6,2	6,5
Taux de change (¢ US/$ CAN)	72,0	71,5	72,1	73,7	73,0	72,4	75,4	76,0
PIB réel – États-Unis	2,3	2,2	2,1	2,4	2,4	2,2	2,0	2,5

p : prévisions; MAJ : mise à jour
NOTE : Le total peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement.
Sources : Ministère des Finances du Canada, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 2
Les perspectives du PIB nominal se sont améliorées depuis la MEP de 2026



MEP : *Mise à jour économique du printemps*; EEA : *Énoncé économique de l'automne*
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

d'intérêt, tant observés que prévus, ont continué d'augmenter depuis la tenue de l'enquête auprès du secteur privé. Les risques à la baisse entourant les perspectives budgétaires pourraient donc être plus importants que ne le laisse supposer le budget de 2026.

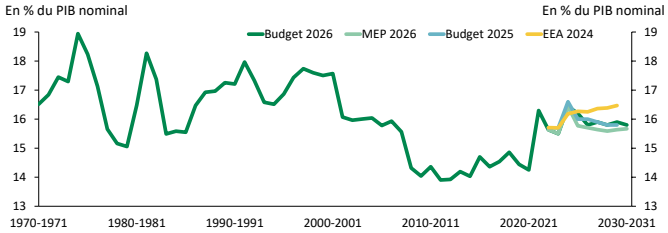
Le budget de 2026 complète les perspectives économiques par des scénarios favorables et défavorables. Dans le scénario d'investissement élevé, la croissance du PIB réel et l'inflation seraient sensiblement plus fortes que dans le scénario de référence, ce qui accélérerait la progression du PIB nominal et améliorerait ainsi les indicateurs budgétaires. Dans le scénario de croissance plus faible, caractérisé par une intensification des perturbations de l'offre mondiale, les perspectives économiques seraient plus moroses que dans le scénario de référence et les indicateurs budgétaires se détérioreraient. Cela dit, dans tous les scénarios, le ratio de la dette fédérale au PIB recommencerait à diminuer après l'EF 2028.

Dans l'ensemble, cette analyse des risques est beaucoup moins prudente que ne le laisse entendre le discours sur la responsabilité budgétaire. Le scénario défavorable repose sur des perturbations prolongées de l'offre mondiale, des prix de l'énergie plus élevés et un resserrement des conditions financières. Ces facteurs nuiraient clairement aux ménages canadiens et à l'activité économique réelle, mais les prix plus élevés du pétrole soutiendraient simultanément les termes de l'échange du Canada, le PIB nominal et les revenus du gouvernement. C'est pourquoi ce scénario ne réduit le PIB nominal que de 8 G$ par année en moyenne et ne creuse le déficit que de 2,2 G$. À titre de comparaison, le scénario défavorable du budget de 2025 fondé sur les échanges commerciaux, qui intégrait également une baisse des prix des produits de base, réduisait le PIB nominal de 51 G$ par année et aggravait le déficit de 9,2 G$ annuellement. Compte tenu de l'absence d'une réserve pour éventualités explicite, l'analyse des risques du gouvernement paraît donc nettement asymétrique.

Les baisses d'impôt s'autofinancent-elles?

L'amélioration des perspectives budgétaires est en grande partie attribuable à des revenus plus élevés, soutenus par la hausse des prix du pétrole et de l'inflation, qui devraient totaliser près de 120 G$ au cours des cinq prochaines années. Une grande partie de cette amélioration semble reposer sur des perspectives élevées pour les prix futurs du pétrole, qui gonfleraient les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers. Toutefois, le maintien de revenus plus élevés semble difficile à concilier avec les projections du PIB nominal. En effet, malgré les nouvelles baisses d'impôt et déductions annoncées depuis la MEP de 2026, les revenus devraient maintenant représenter une proportion plus importante du PIB nominal que ce qui était prévu au printemps (graphique 3 à la page 4).

Graphique 3
Les prévisions de revenus ont été revues à la hausse dans le budget de 2026 malgré les baisses d'impôt et les déductions
Prévisions des revenus du gouvernement du Canada



MEP : *Mise à jour économique du printemps*; EEA : *Énoncé économique de l'automne*
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

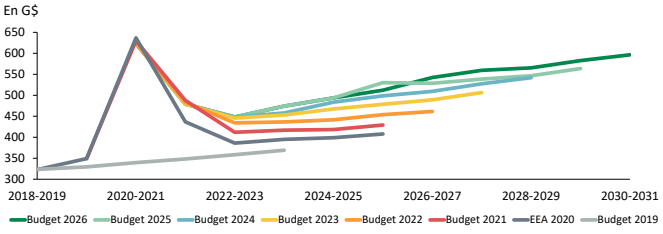
La plupart des nouvelles mesures touchant les revenus avaient déjà été annoncées, notamment les 36,1 G$ sur cinq ans au titre de la Mégadéduction à la productivité et les 2,9 G$ cette année pour la réduction temporaire de la taxe d'accise fédérale sur les carburants. Les principales nouvelles baisses d'impôt et déductions comprennent également des mesures visant à simplifier le régime fiscal (1,4 G$ sur cinq ans), l'élargissement des crédits d'impôt à l'investissement dans l'économie propre (2,2 G$) et la transformation du crédit canadien pour aidant naturel en crédit remboursable (0,8 G$). Fait important, le gouvernement fédéral estime pouvoir compenser une partie de ces mesures en générant 1,2 G$ de nouveaux revenus nets grâce au renforcement de la conformité fiscale ainsi qu'à l'amélioration de l'efficacité des amendes et des pénalités. Au total, ces mesures devraient entraîner une diminution nette des revenus d'environ 42 G$ au cours des cinq prochaines années.

L'Incitatif à la croissance du Canada pourrait être l'une des nouvelles mesures les plus intéressantes du budget. Il comporte deux volets : une nouvelle exonération visant jusqu'à 15 M$ de gains en capital provenant d'investissements canadiens admissibles fructueux et une bonification du mécanisme de roulement destiné aux petites entreprises permettant de reporter une plus grande part des gains en capital lorsque le produit de la vente est réinvesti dans une autre petite entreprise canadienne. Selon le budget, ces mesures devraient procurer des allégements fiscaux de 715 M$ sur quatre ans. Elles pourraient avoir des effets importants sur l'écosystème entrepreneurial canadien, puisqu'elles s'attaquent à une autre facette du problème de l'investissement que la Mégadéduction. Plutôt que de réduire le coût d'acquisition du capital, elles augmentent le rendement après impôt associé à la création d'une entreprise canadienne prospère et facilitent le réinvestissement du produit de sa vente dans une nouvelle entreprise. Cette mesure est particulièrement pertinente pour les entrepreneurs en série, pour qui l'incitation à créer une entreprise au Canada, à la vendre, puis à y réinvestir peut être aussi importante que le traitement fiscal de l'investissement initial. Les dispositions relatives au roulement pourraient également favoriser les acheteurs en encourageant le réinvestissement dans des entreprises canadiennes existantes, à un moment où le vieillissement de la population creuse l'écart entre le nombre de propriétaires souhaitant céder leur entreprise et celui des acheteurs disposés à prendre la relève. Bien que la liste des secteurs admissibles soit relativement restreinte, elle pourrait être élargie à l'avenir.

Plus de revenus, plus de dépenses

Les nouvelles mesures de dépenses annoncées depuis la MEP devraient totaliser près de 110 G$ au cours des cinq prochaines années, à compter de l'EF 2027. Les mesures les plus importantes comprennent le soutien au logement, aux infrastructures, à la santé et à l'éducation des peuples autochtones (26,6 G$ sur cinq ans), le soutien aux travailleurs et aux entreprises du Canada (11,5 G$), les mesures visant à mettre le Canada sur la voie de l'élimination de l'itinérance d'ici dix ans (11,2 G$), la Stratégie nationale d'électrification du Canada (8,7 G$), une nouvelle bonification de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels (4,7 G$), le soutien à la construction de la route de la vallée du Mackenzie (3,1 G$), le soutien au secteur forestier (2,2 G$) et la Stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle (2,0 G$). Ces dépenses sont en partie compensées par de nouvelles économies modestes découlant des gains d'efficacité au sein du gouvernement et par des sommes déjà intégrées au cadre budgétaire, notamment en matière de défense, ainsi que par une réduction de plus de 60 G$ des dépenses de programmes directes attribuable à la hausse des taux d'intérêt, qui réduit les obligations futures, et ce, malgré des prévisions de taux d'intérêt généralement inchangées par rapport à la MEP de 2026. Au total, les dépenses de programmes devraient être plus élevées au cours des cinq prochaines années que dans la MEP de 2026 ou dans tout autre document budgétaire publié précédemment (graphique 4).

Graphique 4
Malgré les économies à court terme, les dépenses devraient demeurer élevées
Dépenses de programmes du gouvernement du Canada*



EEA : *Énoncé économique de l'automne*
* Les dépenses de programmes comprennent les pertes actuarielles nettes.
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

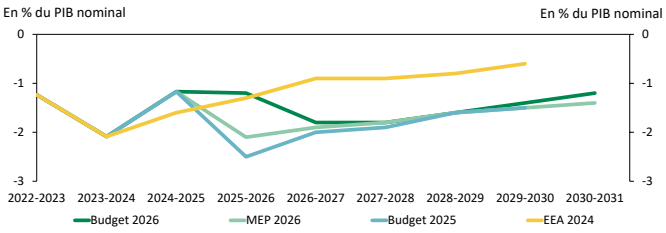
Bien qu'il ait beaucoup été question de la Mégadéduction à la productivité, le ministère des Finances prévoit une forte réaction de l'investissement et estime que la mesure finira par accroître le PIB annuel d'environ 22 G$. Il s'agit d'un point de référence concret permettant d'évaluer l'efficacité de la politique, mais

reste à savoir si la réaction sera réellement de cette ampleur dans une économie où la fiscalité n'est que l'une des nombreuses contraintes qui pèsent sur la formation de capital.

Le trou budgétaire est profond, mais ne se creuse pas davantage

Comme on s'y attendait, un déficit moins important semble se profiler pour le gouvernement du Canada aux EF 2026 et 2027. Cependant, à la grande surprise des prévisionnistes, les déficits des années suivantes devraient être généralement conformes à ceux projetés dans la MEP de 2026. Cela dit, le déficit fédéral en proportion du PIB nominal devrait se creuser au cours de l'EF 2027 avant de diminuer par la suite, ce qui soulève des doutes quant à la capacité du gouvernement fédéral à respecter son point d'ancrage budgétaire, soit un ratio du déficit au PIB en baisse (graphique 5). L'autre point d'ancrage budgétaire, qui consiste à équilibrer les dépenses de fonctionnement courantes et les revenus d'ici l'EF 2028, soit un an plus tôt que prévu, est moins pertinent puisque le gouvernement fédéral détermine lui-même ce qui constitue ou non une dépense de fonctionnement, sans validation externe. En effet, la définition des dépenses en capital retenue dans le budget de 2026 ne respecte généralement ni les meilleures pratiques nationales et internationales, ni les normes comptables du secteur public.

Graphique 5
Le gouvernement du Canada dérogera à sa propre règle budgétaire à court terme
Prévisions du solde budgétaire fédéral

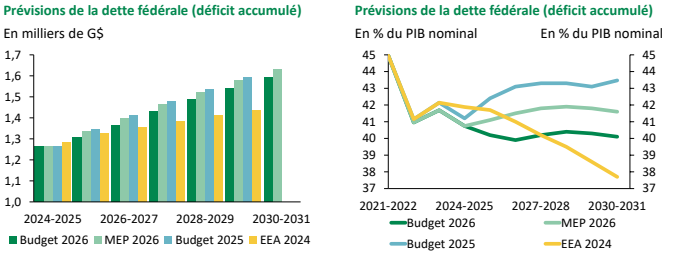


MEP : *Mise à jour économique du printemps*; EEA : *Énoncé économique de l'automne*
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

De meilleures perspectives pour la dette, mais fondées sur des hypothèses discutables

Avec des déficits moins importants à court terme et d'ampleur similaire par la suite, le niveau de la dette fédérale (déficits accumulés) devrait être inférieur à celui prévu dans la MEP de 2026, tout en atteignant près de 1 600 G$ d'ici l'EF 2031 (graphique 6). Ainsi, après avoir récemment diminué, le ratio de la dette fédérale au PIB devrait se stabiliser pendant le reste de l'horizon prévisionnel de cinq ans, avant de reprendre sa baisse à long terme. Le recul prévu à long terme du ratio de la dette fédérale au PIB laisse entendre que la dette fédérale se trouve

Graphique 6
Les perspectives de la dette fédérale se sont nettement améliorées grâce à la hausse du PIB nominal
Prévisions de la dette fédérale (déficit accumulé)

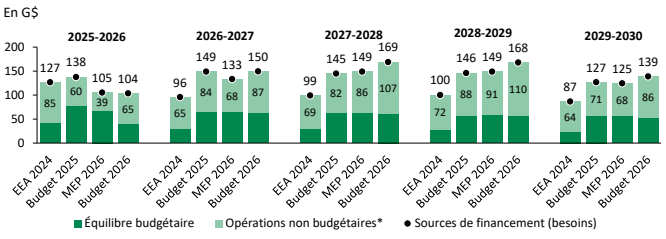


MEP : *Mise à jour économique du printemps*; EEA : *Énoncé économique de l'automne*
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

sur une trajectoire viable. Comme nous l'avons indiqué dans notre récente analyse prébudgétaire du budget fédéral de 2026, le gouvernement du Canada ne court pas un risque imminent de voir sa cote de crédit abaissée par les agences de notation. Cela dit, la viabilité actuelle de la dette ne peut être tenue pour acquise. La marge de manœuvre budgétaire étant limitée, une intensification de la hausse des taux d'intérêt à long terme, une nouvelle escalade de la guerre commerciale ou un autre choc externe négatif pourraient placer le ratio de la dette fédérale au PIB sur une trajectoire insoutenable.

Un changement notable dans le budget de 2026 est la forte augmentation des opérations non budgétaires prévues par rapport aux prévisions budgétaires antérieures (graphique 7). Celles-ci devraient désormais dépasser 100 G$ tant au cours de l'EF 2028 que de l'EF 2029. Cette hausse reflète notamment le renversement de certains revenus et de certaines dépenses inclus dans le solde budgétaire qui n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie de l'exercice, comme l'amortissement des actifs non financiers. Elle comprend également les variations des soldes d'actifs et de passifs qui n'ont aucune incidence sur la comptabilité d'exercice au cours d'une année, mais qui entraînent néanmoins une entrée ou une sortie de trésorerie, comme le règlement des comptes créditeurs. Bien que leur effet sur l'ampleur du déficit budgétaire soit incertain, les opérations non budgétaires accroissent néanmoins les besoins financiers du

Graphique 7
Les besoins de financement du gouvernement fédéral ont considérablement augmenté dans le budget de 2026
Besoins de financement selon la source

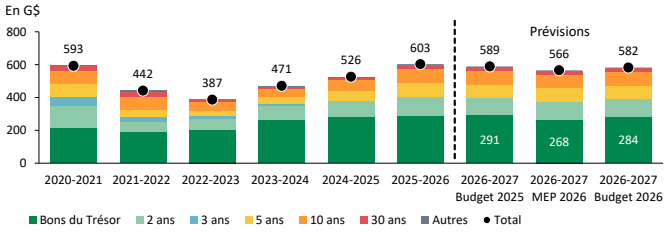


* Les opérations non budgétaires comprennent les prêts, les investissements et les avances; les comptes créditeurs et débiteurs, les charges à payer et les provisions; les opérations de change et les produits dérivés; les actifs non financiers; ainsi que les régimes de retraite et les autres comptes.
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

gouvernement fédéral. Cette situation découle de l'utilisation croissante, par Ottawa, de prêts, de prises de participation et de financement de sociétés d'État pour mettre en œuvre ses politiques. Les conséquences se reflètent dans le service de la dette : les frais de la dette publique devraient bondir de 42 % entre le présent exercice et l'EF 2031.

Un examen plus approfondi de la Stratégie de gestion de la dette du gouvernement fédéral montre que les émissions de titres d'emprunt devraient être supérieures de 16 G$ au cours de l'EF 2027 à ce qui était prévu dans la MEP de 2026. Cette hausse devrait provenir entièrement d'émissions accrues de bons du Trésor à court terme, comme cela a généralement été le cas par le passé et comme nous nous y attendions. À plus long terme, malgré un niveau prévu de dette fédérale moins élevé, l'augmentation des besoins financiers pourrait nécessiter des émissions de titres d'emprunt plus importantes.

Graphique 8
Les émissions de titres d'emprunt prévues ont légèrement augmenté depuis la MEP de 2026



MEP : *Mise à jour économique du printemps*
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

Conclusion : tout ce qu'il faudra

En conclusion, le budget de 2026 repose sur des hypothèses économiques et de revenus ambitieuses, auxquelles s'ajoutent d'importantes économies prévues visant à compenser de nouvelles dépenses substantielles. Sans ces facteurs favorables sur le plan budgétaire, les perspectives de déficit seraient plus élevées que celles présentées dans la MEP de 2026 et le budget de 2025 à compter de l'an prochain. Nous doutons cependant que les revenus soient aussi élevés ou les dépenses aussi faibles que ne le prévoit le budget de 2026, ce qui fait pencher les risques vers des déficits plus importants et une dette plus élevée.

En revanche, le budget renforce l'ensemble des mesures incitatives destinées à stimuler la formation de capital, à favoriser la création et la rétention de la propriété intellectuelle au Canada et à accroître l'offre d'électricité. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée, la réglementation et la coordination entre les différents ordres de gouvernement, l'ambition de relancer la formation de capital au Canada est résolument affirmée.